

Séance publique du 7 novembre 2016

Les premières femmes médecins

par Jean MEYNADIER

MOTS-CLÉS

Femmes médecins - Externat - Internat - Sages-femmes savantes - Mangin (Nicole), 1878-1919 - Curie (Marie) 1867-1934 - Meynadier (Jeannie) - Cavell (Edith) 1865-1915.

RÉSUMÉ

Les toutes premières femmes médecins de l'humanité furent des prêtresses ou des sages-femmes, comme la mère de Socrate.

La recherche d'un diplôme sanctionnant des études systématiques et rigoureuses n'est intervenue qu'au XIX^e siècle. Les jeunes femmes qui s'orientèrent sur cette voie étaient riches pour certaines, mais toutes avaient été éduquées avec soin et intelligence. Elles étaient brillantes, mais surtout humanistes et dotées d'une volonté de fer. Conscientes et fières d'être des pionnières, de participer à l'émancipation des femmes, elles étaient pour la plupart animées du désir d'aider leurs patients.

C'est un fait d'évidence : les femmes médecins sont de plus en plus nombreuses.

En 2016 sur 223 571 médecins 44,8 % sont des femmes, la proportion étant quasiment la même pour les généralistes (44,4 %) et les spécialistes (44,0%).

Il faut noter cependant que la proportion des femmes s'accroît rapidement : environ 1 % par an. A titre d'exemple elles étaient 38 % en 2007.

Il serait possible de penser que cette proportion de femme correspond à un phénomène récent. En réalité cela n'est vrai que pour les temps modernes. En revanche autrefois, la médecine n'était guère pratiquée que par les femmes, les hommes préférant sans doute des activités mieux considérées ou peut-être plus lucratives.

Les temps anciens

Dans la préhistoire – et c'est encore le cas, sans doute, dans les rares sociétés primitives qui persistent – la maladie et la mort étaient conçues de façons bien différentes des nôtres. La mort d'origine naturelle était provoquée par les blessures ou la faim. En revanche, la maladie avait des causes surnaturelles, liées aux innombrables forces méchantes qui peuplaient l'univers. Guérir revenait donc à chasser l'esprit malfaisant : le médecin était prêtre ; son ordonnance pouvait sans doute comporter quelques "médicaments" d'origine végétale, animale ou tellurique, mais s'appuyait

surtout sur des formules magiques. Les femmes pouvaient remplir ce rôle si elles atteignaient la dignité de prêtresse, de *médecienne* pour employer cet ancien mot français.

Plus tard, dans l'antiquité, chez les Egyptiens et les Grecs la médecine était également monopolisée par la classe sacerdotale. En Grèce, dans les temples opéraient des prêtresses dont la plus connue était la Pythie de Delphes. Dans ce temple, le consultant, couronné de laurier et tenant dans sa main un rameau d'olivier, venait demander son aide. Elle apparaissait dans un nuage d'encens, assise sur le trépied placé au dessus du trou d'où sortaient les exhalaisons de la source Cassatis – le souffle d'Apollon – qui lui troublaient peu à peu l'esprit. Rougeur et pâleur se succédaient sur son visage ; des mouvements convulsifs la secouaient ; elle exhalait des plaintes trahissant son délire ; enfin, la flamme dans le regard, l'écume aux lèvres, les cheveux dressés d'horreur, elle laissait échapper quelques paroles : le Dieu s'était fait entendre ! C'est également une femme, Anyté, qui, dans le temple d'Esculape, à Epidaure, versifiait les oracles du dieu des médecins et occasionnellement guérissait les malades. Les liens entre médecine et religion étaient donc très étroits.

La séparation de la médecine et de la prêtrise fut l'œuvre de quelques philosophes, en particulier Pythagore dont plusieurs femmes étaient les disciples, notamment son épouse Théano. Un siècle après lui naissait Hippocrate ; il parle des guérisseuses et non simplement des sages-femmes.

Après la chute de l'indépendance grecque, Galien cite diverses femmes qui savaient lutter contre la diarrhée, faire des cataplasmes, guérir la gale et même, heureux médecins, traiter l'alopécie.

Chez les Romains, la médecine était toujours sacerdotale. Elle ne devint laïque que sous l'influence des Grecs, à partir du règne de César. Des femmes intervenaient sans doute : Sainte Fabiola, à la fin du troisième siècle, créa le premier hôpital.

Au Moyen Âge, l'arrivée des Barbares n'entraîna pas la disparition des coutumes romaines, en particulier à Salerne qui continua la culture antique pendant cinq ou six siècles, même après la conquête normande en 1075. L'école de Salerne acceptait les femmes, en particulier Trotula qui écrivit un livre sur les maladies des femmes et bien d'autres sujets, notamment dermatologiques bien sûr puisque la première médecine fut évidemment une dermatologie.

Au même moment, chez les Germains et les Slaves, la femme était l'égale de l'homme et pouvait être prêtresse dans ces pays où la médecine était encore sacerdotale.

Cependant, chez nous, au concile de Mâcon en 581, la place à laisser aux femmes aurait été un sujet de discussion. La traduction est incertaine mais la question se serait posée : devaient-elles être rangées parmi les êtres raisonnables ou parmi les brutes, avaient-elles une âme et faisaient-elles partie de l'humanité ? C'était pourtant elles qui soignaient et le nombre des femmes médecins était important ; il baissa après la Renaissance.

En France, elles avaient été écartées et, dès le XVI^e siècle, aucune femme ne pratiquait la médecine. La chirurgie leur avait été déjà interdite par lettre patente du roi Charles VIII, en 1484. Mais l'étude de la médecine ne pouvait l'être ; d'où la réflexion de Félix Platter, celui qui avait fait ses études à Montpellier, signalant qu'assistaient aux dissections, outre les étudiants, un grand nombre de seigneurs, de

bourgeois et de dames aussi, même quand on disséquait un homme. Après le XVII^e siècle, qui représente la complète décadence de l'instruction féminine, le goût pour la science réapparaît au XVIII^e siècle : les dames ont dans leur cabinet quelques livres de sciences ; Mademoiselle Biheron fabrique des anatomies artificielles si ressemblantes que le chevalier Pringle (celui des adénomes sébacés de la sclérose tubéreuse de Bourneville) médecin général des armées d'Angleterre, très admiratif, s'écria en les voyant : "Mademoiselle, il n'y manque que la puanteur" ; Madame d'Arconville fait imprimer quelques livres scientifiques, s'étonne qu'on "désire savoir quels sont les fleuves qui arrosent l'Inde tandis qu'on ignore quelles sont les différentes liqueurs qui coulent dans nos vaisseaux", et constate que la dissection n'apprend rien si elle n'est pas conduite selon un plan directeur : "on ne sait jamais que superficiellement ce que l'on apprend sans méthode", dit-elle ; Madame Necker, choquée de voir dans les hôpitaux, les malades quasiment abandonnés, entassés dans un même lit, éventuellement soumis à des inhumations précipitées, fonde, à tire d'essai, en 1779 un petit hôpital modèle (120 lits) plus correct.

En Espagne ou dans ses dépendances, plus précisément au Pérou, la Comtesse Chinchon, femme du Vice-Roi, fut prise en 1638 d'une fièvre opiniâtre. Les indiens lui apportèrent de l'écorce d'un arbre particulier qui la guérit rapidement. De retour en Europe, en 1640, elle fit connaître ce traitement, guérit un grand nombre de malades et fit savoir à Rome l'intérêt de ce procédé. Ce fut l'écorce de la Comtesse, puis celle du Pérou, enfin celle des Jésuites qui en avaient répandu l'usage. Linné remit de l'ordre dans tout cela, et, pour rappeler le service rendu par la Comtesse, l'appela le Chinchona, d'où le quinquina et la quinine.

En Suisse, à Berne, une dame, Marie de Hilden, née Colinet, épouse d'un chirurgien, enleva en 1620 une paillette d'acier de l'œil d'un patient à l'aide d'un aimant.

En Angleterre, Madame Jane Stephens, pour éviter l'opération de la taille, dissolvait les calculs vésicaux par injection de chaux vive mêlée à du savon. Son secret fut acheté par le parlement Anglais au prix de 5 000 Livres. Il fut essayé en France, mais bientôt remplacé par l'eau de Vichy !

Les temps modernes

Ces temps, au moins ce qui nous concerne, commencent au XIX^e siècle.

La première femme diplômée d'un doctorat en médecine au monde fut une Américaine : Elizabeth Blackwell. Née le 3 février 1821 à Bristol en Angleterre, femme tenace, désireuse de devenir Docteur en médecine, elle fut repoussée par douze Facultés avant d'être admise, en 1847, dans l'Université de Genève, petite ville de l'Etat de New York, "avec l'approbation des enseignants et des étudiants". Elle fut nommée Docteur en janvier 1849. Elle aurait aimé s'installer en Angleterre, mais l'opinion publique y était hostile. Elle opta donc pour New York où, parmi d'autres activités, elle donna des cours aux dames, créa un dispensaire pour les malades nécessiteux, puis en 1857 un hôpital où elle exerça.

Sa sœur Emily chercha à l'imiter, mais, refusée à Genève et par neuf autres Facultés, fut enfin admise, en 1854, à la Faculté de Cleveland où elle fut nommée Docteur. Après un séjour en Angleterre et à Paris, elle retourna à New York pour seconder sa sœur à l'hôpital.

Quant à Elizabeth, elle resta en Amérique jusqu'en 1869, puis repartit en Angleterre pour s'y fixer comme Professeur à l'École Médicale pour les femmes de Londres. Elle y publia une série de livres et vécut à Hastings où elle mourut le 31 mai 1910.

Une troisième femme fit ses études aux Etats-Unis : Marie Elisabeth Zakrzewska. D'origine polonaise, elle fut initialement formée par son père, médecin, devint sage-femme en chef de l'Hôpital Royal de la Charité, à Berlin, mais refusée par les écoles de médecine prussiennes, elle partit aux Etats-Unis rejoindre Elizabeth Blackwell, et fut admise à la Faculté de Cleveland, devint Docteur, puis alla à Boston diriger un hôpital.

Par la suite, bien d'autres femmes purent suivre des études complètes dans des collèges américains nouvellement créés et dont certains étaient réservés aux femmes. Ainsi, à titre d'exemple, il existait aux Etats-Unis 2500 femmes médecins en 1893.

L'admission des femmes aux études médicales s'étendit à d'autres pays, à commencer par la Suisse, plus précisément à Zurich. Mais ce sont des femmes russes qui initièrent ces études. Il leur était, en effet, impossible de suivre de telles études en Russie. La situation des femmes russes était difficile : placées dans un état de servilité complète ou, dans les classes moyennes et supérieures, recluses dans des sortes de gynécées, les *téremes*. L'enseignement primaire ou secondaire était rudimentaire, sauf à partir de 1857 où un lycée de jeunes filles avec enseignement pareil à celui des garçons fut créé à Saint-Petersbourg. Ce lycée était unique pour toute la Russie, mais il permit à quelques femmes de s'inscrire en Faculté. L'une d'elles, Madame Kachevarova Roudneva, boursière des Kosaks-Bachkirs (corps de troupe musulman qui voulait avoir une femme médecin pour soigner leurs femmes) devint Docteur en Médecine en 1868 et retourna dans son pays, eut une belle clientèle et mourut en mai 1899 à Stokaïa-Roussa dans le gouvernement de Novgorod : ce fut la première femme diplômée d'un doctorat en médecine d'Europe.

Une autre femme tenta l'expérience : Madame Nadejda Souslova, née en 1843 à Panino. Son père était serf, mais, soutenue par le propriétaire, le Comte Sheremeter, elle fit des études secondaires à Saint-Petersbourg, puis s'inscrivit en Lettres, et enfin, comme auditrice libre, en médecine. Là elle dut interrompre ses études, les autorités ayant décidé d'arrêter cette innovation en 1862 pour les nouvelles inscrites. Une jeune russe avait commencé des études de médecine à Zürich. Certes, elle ne put les terminer, probablement parce que son niveau général d'instruction était trop faible, mais elle montra la route. Madame Souslova l'imita en 1865 et devint Docteur en décembre 1867. Par la suite elle passa un examen qui lui permit d'être reconnue comme médecin en Russie, puis elle se maria à un étudiant suisse, Frédéric Erisman, ouvrit un cabinet privé à Saint-Petersbourg, divorça en 1874 et épousa en 1885 un histologiste, le Professeur E.A. Golubev dont la santé les poussa à partir en Crimée où elle ouvrit des écoles et soigna des pauvres. Elle est morte en 1918. Sa sœur Polina Souslova fut le grand amour de Dostoïevski.

En 1868, huit étudiantes étaient inscrites à Zürich trois Russes, trois Anglaises, une Américaine et une Suisse. Mais en 1875 beaucoup d'étudiantes russes manifestèrent sur le plan politique ; le Tsar lança un *ukase* les contraignant à quitter Zurich sous peine de ne pouvoir par la suite occuper une situation quelconque ; elles obéirent et, refusées dans d'autres Universités, rentrèrent dans leur pays.

En Russie le manque de médecin était extrême. Un "Institut médical féminin", véritable école de Médecine, fut créé en 1897 à Saint-Petersbourg, pour les femmes chrétiennes avec 5 % de dérogation pour les non chrétiennes (moins de 3 % de juives). Toutes devaient fournir un certificat d'impeccabilité politique. En 1897, 264 femmes furent candidates, 188 furent admises : 90 % d'orthodoxes, 5 % de catholiques et de protestantes (polonaises et allemandes). A cette époque les femmes médecins russes avaient les mêmes situations que les hommes.

En Angleterre, le blocage était total. Un individu cependant contourna la difficulté. Il s'agit de James Miranda Stuart Barry ou Margaret Ann Bulkley (née entre 1789 et 1799, décédée le 25 juillet 1865). Était-il ou était-elle une femme ? Elle avait été déclarée telle à la naissance, mais fut travestie en homme par un ami de son oncle, le Général Miranda, et fut ainsi admise à l'Université d'Édimbourg. Quelques années plus tard, elle en fut diplômée et entama une carrière de médecin militaire. Son secret fut levé à sa mort lorsque l'infirmière qui prépara son corps découvrit la vérité. Tout ce qui le concernait fut placé sous scellés. En 1950 l'historienne Isabel Rae eut accès à ses archives et conclut qu'il s'agissait bien d'une femme, mais il est sans doute préférable de ne pas la reconnaître comme étant la première femme médecin britannique car elle fut diplômée en tant qu'homme.

Par ailleurs une jeune femme réussit à atteindre le grade de Docteur en médecine : Frances, Elizabeth Hoggan, née Morgan (20 décembre 1843 – 5 février 1927). Elle venait du Pays de Galles où son père était vicaire. A l'adolescence elle eut une fille illégitime que sa mère éleva ; elle passait donc pour être sa sœur. Féministe engagée, elle fit ses études à Paris et Düsseldorf, mais soutint sa thèse de Docteur en médecine à Zurich en mars 1870 sur les dystrophies musculaires. Elle épousa en 1874 un médecin, Georges Hoggan, et exerça comme spécialiste des maladies des femmes et des enfants à Londres. Ils partirent cependant dans le sud de la France car son mari était malade. Devenue veuve, elle voyagea aux États-Unis, en Afrique du Sud, au Moyen-Orient et en Inde en faisant des conférences et en tirant de ses expériences une série d'articles et de livres.

Une issue timide apparut néanmoins en Écosse. A Edimbourg, cinq femmes purent commencer leurs études... à leurs frais, mais l'expérience tourna court : les Anglaises qui devinrent Docteur en médecine firent leurs études et présentèrent leurs thèses à l'étranger.

En France l'ouverture vers la médecine fut un peu plus tardive. Il faut comprendre que si théoriquement les femmes pouvaient s'inscrire à l'Université, en pratique elles ne le pouvaient guère car l'enseignement secondaire des filles, en l'absence de latin, ne permettait pas de se présenter au baccalauréat. Il fallut pour cela attendre la loi Camille Sée du 21 décembre 1880, qui proposait la création des lycées de Jeunes-Filles. Les Montpelliérains l'exploitèrent immédiatement. Poussé par les protestants qui ne voulaient pas confier leurs filles aux institutions catholiques, le Conseil municipal, présidé par Alexandre Laissac, maire de la Commune, décida de créer un tel lycée. Avec une rapidité à laquelle nous ne sommes guère habitués actuellement, le lycée fut ouvert le 11 octobre 1881 pour 73 jeunes filles. C'était donc le premier lycée de jeunes filles de France. Il fut par la suite déplacé et inauguré par Sadi Carnot, Président de la République, et plus tard appelé Lycée Georges Clemenceau. Initialement et jusqu'en 1924 le latin n'y était pas enseigné ; cette clé d'accès au baccalauréat était à la charge des familles.

Auparavant cependant quelques jeunes femmes étaient arrivées à atteindre les baies du laurier. La première fut Julie-Victoire Daubié qui, refusée à Paris, put s'inscrire à Lyon en 1861 ; elle fut reçue au baccalauréat la même année, le 17 août, le ministre de l'Instruction publique refusa de signer son diplôme avant d'y être contraint par l'impératrice Eugénie ; par la suite elle fut théoriquement admise à l'Université mais ne fut pas autorisée à suivre les cours ! Elle fit cependant une carrière de journaliste et finit par décrocher une licence ès-Lettres. Elle suivait en cela Mademoiselle Emma Chenu deuxième bachelière de France en 1863 et qui, bien que non autorisée à suivre les cours, elle aussi, devint licenciée ès-Sciences (mathématiques) le 9 juillet 1868. Julie-Victoire Daubié avait 52 ans lorsqu'elle fut licenciée. Elle mourut quelques années plus tard, le 26 août 1874.

La première Française qui se lança en médecine, fut Madeleine Gebelin née le 26 novembre 1842 à Bouillargues près de Nîmes ; elle devint ensuite Madame Brès. Une école publique, située allée de l'aqueduc à Montpellier, porte son nom. Une autre existe à Bouillargues, ce qui est bien normal. Son père était charron et était souvent appelé à l'hôpital de Nîmes où, curieuse de tout, Madeleine voyait les Sœurs préparer les potions et les tisanes, et s'occuper des malades. Son goût pour la médecine vint de là. Mais elle sut compter son histoire mieux que je ne saurais le faire. Je lui laisse donc la parole telle qu'elle fut inscrite dans le journal "La chronique médicale, scientifique, littéraire et anecdotique" du 1^{er} avril 1895. "*J'avais été mariée à 15 ans et un mois. J'étais devenue mère de famille (elle eut trois enfants) ; peu après j'étais frappée de revers de fortune inattendus. Le malheur fortifia ma volonté. J'avais 21 ans quand j'allai pour la première fois solliciter une audience du Professeur Wurtz, à l'époque doyen de la Faculté. Alors s'engagea ce colloque :*

- *Vous voulez, Madame, faire vos études médicales ? Mais avez-vous vos grades universitaires, vos baccalauréats ?*
- *Qu'à cela ne tienne... je les aurai."*

Elle s'inquiète cependant de l'autorisation qui lui sera donnée de s'inscrire en médecine si elle acquiert ses baccalauréats et "*pour plus de sûreté, adresse une pétition au ministre de l'Instruction publique, Monsieur Victor Duruy. Monsieur Duruy ne voulant pas prendre seul la responsabilité de la mesure, en référa au Conseil des ministres. Un heureux hasard voulu que l'Impératrice présidât le Conseil. La souveraine enleva le vote en faveur de l'innovation."*

Mais alors que Madame Brès préparait ses baccalauréats, trois autres jeunes femmes s'inscrivirent à la Faculté de Paris ; elles l'empêchèrent d'être la première diplômée en France.

Elizabeth Garrett (9 juin 1836 – 17 décembre 1917) est une battante étonnante. Elle était d'Aldeburgh, petite ville du Suffolk, située à 140 km au nord-est de Londres sur la côte de la mer du Nord, bastion du parti conservateur d'environ 2400 habitants actuellement. Bien qu'Elizabeth Hoggan l'ait précédée de trois mois, elle est souvent considérée comme étant la première femme médecin de Grande-Bretagne. Elle avait fait ses études secondaires dans un établissement privé, mais son but se situait bien au-delà. En 1861 avec son amie Emily Davies et sa sœur Millicent elles s'étaient partagées les responsabilités dans la lutte des femmes pour l'obtention de l'égalité avec les hommes : Elizabeth choisit la Médecine, Emily l'enseignement, Millicent la politique et l'action pour obtenir le droit de vote. En 1862 Elizabeth se met en relation épistolaire avec Julie-Victoire Daubié et cherche à devenir Docteur

en Médecine dans plusieurs universités : c'est l'échec, mais elle est admise en licence de pharmacie en 1865. C'était insuffisant : elle vint à Paris où, en 1870, elle atteignit enfin son but : le Doctorat en Médecine. Revenue en Angleterre, assez vite elle se consacra à son activité principale au *New Hospital For Women* (qui un an après son décès fut rebaptisé à son nom).

En 1871, elle épousa un industriel, James Anderson : elle en eut trois enfants dont l'aînée, Louise, devint une militante suffragette importante. En 1896 elle fut admise à la British Medical Association (elle en sera la présidente élue de la branche Londres-Est dès 1897) et en restera l'unique membre féminine toute sa vie.

Par ailleurs en 1908, elle fut la première femme de Grande-Bretagne à être élue Maire dans sa ville natale où elle est enterrée.

Mary Putnam (1842 – 1906), Docteur en Pharmacie de Philadelphie, arrive à Paris en 1866. Elle suit quelques cours cliniques et est autorisée à fréquenter la bibliothèque de la Faculté de médecine où un isolement lui est réservé. Elle demande en novembre 1867 à s'inscrire officiellement à la Faculté, inscription d'abord refusée par le Conseil des professeurs sous l'influence de Pierre Denonvilliers, président du Conseil de l'Instruction publique, et de Jules Béhier, professeur de Clinique médicale qui "fait remarquer que la femme étant mineure par le fait du mariage, échappe à toute responsabilité personnelle, et que, par conséquent, l'adoption de Mademoiselle Putnam pourrait entraîner de graves complications". Le Doyen Wurtz en informe Victor Duruy qui présente une requête à l'Impératrice Eugénie, et finalement Mary Putnam, bien conseillée, renouvelle sa demande mais directement au ministre, sans passer par le Conseil des professeurs. Autorisée à s'inscrire, elle peut suivre l'enseignement jusqu'à la soutenance de sa thèse le 23 juillet 1871 : "De la graisse neutre et des acides gras" (ed. E. Parent, 1871). Par la suite, ralliée au socialisme et revenue aux Etats-Unis, elle aidera Elie Ruclus, réfugié en Italie puis à Zurich après la commune, à partir aux Etats-Unis en 1876.

Quoi qu'il en soit, Madame Brès commence ses études en 1868, après avoir obtenu le consentement écrit de son mari le 24 octobre 1868 devant le Maire du Ve arrondissement de Paris. Avec trois enfants, elle devint veuve mais se remaria. En 1870, alors que les médecins hommes sont mobilisés dans les hôpitaux militaires, Paul Broca la propose comme interne provisoire, fonction qu'elle occupe pendant le siège de Paris, la Commune et la semaine sanglante en le secondant. A la Pitié de septembre 1870 à juillet 1871, l'hôpital fut bombardé et un obus tomba sur son lit au moment où elle venait de le quitter pour vérifier si un médicament avait bien été administré à une patiente : elle eut ainsi la vie sauve. Elle soutient sa thèse en 1875 sur le sujet suivant : "De la mamelle et de l'allaitement" (Ed. A. Parent 1875, 100 p.). A 33 ans, c'est la première femme médecin française. Par la suite elle fut envoyée en mission par le Ministre pour étudier en Suisse l'organisation des crèches, dirigea le journal "Hygiène de la femme et de l'enfant" et créa une crèche modèle aux Batignolles en 1880.

Elle avait cherché en 1871 à se présenter à l'externat mais l'autorisation lui en avait été refusée. Cette autorisation donnée aux femmes ne sera accordée qu'en 1881 pour l'externat et 1885 pour l'internat, à la suite de discussions picrocholines liées à l'inaptitude physique des femmes et à l'insuffisance de leurs qualités morales et intellectuelles, sans oublier les inconvénients de la salle de garde ! Pour le clinicat ce fut plus long, il est vrai que pour concourir il fallait être français, ce qui est évidemment impossible à une femme ! et le diplôme de Docteur en médecine conféré

à une femme ne peut être valable pour un tel concours. Il avait été question de l'obligation faite aux externes de se présenter au concours pour l'internat, mais aussi du fait que "lorsqu'on avait permis aux femmes de concourir pour l'externat, c'était avec la restriction *mentale* qu'elles ne pourraient se présenter à l'internat". Ces avancées furent obtenues grâce à l'opiniâtreté de deux amies, deux femmes d'exception :

- Augusta Klumpke était américaine, née le 15 octobre 1859 à San Francisco. C'était la seconde d'une fratrie de six enfants ne comportant qu'un garçon, l'avant-dernier. Leur père était homme d'affaires. Sous la direction de leur mère, les enfants reçurent une très bonne éducation: langues vivantes et anciennes, sciences, littérature et arts. Ses parents divorcèrent et leur mère les amena en Europe, d'abord à Lausanne, puis à Paris pour permettre à Augusta de commencer ses études de médecine. C'était en 1876. Entre 1881 et 1882, elle est stagiaire dans le Service du Professeur Hardy où elle rencontre Jules Déjerine qui y est Chef de Clinique. Par la suite elle sera l'élève de Charcot, en neurologie ; Magnan en psychiatrie ; Fournier, Besnier et Lailler, en dermato-syphiligraphie. A l'internat, en 1885, elle est major à l'écrit, mais écartée à l'oral ; l'année suivante, elle est encore major à l'écrit et cette fois elle est reçue : c'est la première femme interne de Paris. Mais en 1888, elle interrompt son internat et épouse Jules Déjerine avec lequel elle collaborera toute sa vie. Après le décès de son mari, en 1917, elle poursuivra leur œuvre commune. Elle fut la première femme admise à la Société française de neurologie, société dont elle devint présidente en 1914. Elle est décédée le 5 novembre 1927 d'un cancer du sein.

- Blanche Edwards, épouse Pillet était française, née le 24 novembre 1858 à Milly, en Seine-et-Oise. Son père était médecin d'origine anglaise : c'est lui qui dirigea ses études secondaires, tant classiques que modernes. Elle passa ainsi son baccalauréat ès-Lettres en 1877, puis ès-Sciences en 1878 et s'inscrivit en médecine. Elle se présente à l'internat en même temps qu'Augusta Klumpke : interne provisoire, mais, atteinte par la limite d'âge, elle ne peut se représenter l'année suivante. Elle passe sa thèse en 1889, puis s'installe en ville, mais ne voit que des gens pauvres... qui ne paient pas. Elle enseigne dans une école d'infirmières à Bicêtre, et fonde en 1901 la ligue des Mères de Famille, qui fut l'une des premières ONG. Elle était membre du Parti socialiste qui défendait le droit de vote des femmes. Elle fut nommée Chevalier de la Légion d'honneur en 1924 et mourut en 1941, à l'âge de 82 ans.

Une autre femme, très différente, mérite aussi notre attention. Il s'agit de Madeleine Pelletier (18 mai 1874 – 29 décembre 1939). Elle est née dans une famille très pauvre, financièrement et intellectuellement. Son père, après un AVC, devient hémiplégique quand elle a quatre ans, et meurt quand elle en a quinze. Sa mère est vendeuse de fruits et légumes dans un quartier pauvre de Paris ; c'est une femme royaliste très croyante... mais peu aimante. Madeleine arrête ses études à douze ans, mais participe, dès l'année suivante, à des réunions politiques. Elle entre en contact avec les milieux anarchistes et comprend ainsi l'importance de l'instruction. Elle reprend ses études à vingt ans en autodidacte, passe ses baccalauréats, le premier de justesse, mais le second avec mention très bien, puis s'inscrit au PCN et poursuit la filière médicale, étant aidée par le Docteur Charles Letourneau. Son inscription au concours de l'internat des hôpitaux psychiatriques lui est d'abord refusée, parce qu'elle est femme, mais grâce au soutien du journal féministe "La Fronde", elle peut se présenter et est reçue en 1903 : c'est la première interne femme des hôpitaux

psychiatriques de France. La même année elle soutient sa thèse sur “L’association des idées dans la manie aiguë et dans la débilité mentale”. Par la suite elle s’investit fortement en politique : membre de la SFIO et, bien que déçue par la misère russe après la Révolution d’octobre, elle conserve la foi en son idéal communiste, se rapproche des libertaires, et continue un combat féministe intensif. En 1937 un AVC la laisse hémiplegique. Malgré cet état, elle est accusée d’avoir provoqué l’avortement d’une fille engrossée par son frère ; relaxée mais déclarée folle elle est internée dans l’asile de Perray-Vaucluse (Epinay-sur-Orge). Profondément marquée par cet internement, elle meurt quelques mois plus tard après un nouvel AVC. Cette femme s’habillait en homme (cheveux courts, chapeau melon, pantalon) sans en avoir demandé l’autorisation à la Préfecture de police, ce qui, à l’époque était obligatoire (cette obligation ne fut officiellement supprimée qu’en 2013). Malgré cet habilement elle n’était ni homosexuelle ni hétérosexuelle : elle se voulait libre.

A Montpellier

Les femmes avaient été admises à la Faculté dès 1868, comme à Paris, mais ici aussi cette possibilité n’était qu’un leurre puisque les filles n’étaient quasiment pas bachelières. Cependant, certaines élèves de notre Ecole n’avaient pas eu besoin d’un tel diplôme : il s’agissait des étudiantes de l’Ecole supérieure de Pharmacie qui, à l’époque, était annexée à la Faculté de médecine. Bien que cela déborde le sujet de cet exposé, il est intéressant de signaler le fait suivant car il concerne la première femme inscrite à la Faculté. Une jeune fille préparait le diplôme de pharmacien de deuxième classe, ce qui correspond à nos préparateurs en Pharmacie (les pharmaciens de première classe étant nos actuels pharmaciens). Une correspondance retrouvée dans les archives de la Faculté par celle que j’ai toujours considérée comme ma tante Rose, épouse de notre confrère, l’éminent toxicologue Paul Jaulmes, et retranscrite “à la virgule et aux accents près” par leur gendre Yves Quéré, membre de l’Académie des Sciences, et correspondant de notre Académie, justifie d’en faire état. Je la rapporte ici, moi aussi à la virgule et aux accents près.

Le Ministre s’étant ouvert d’un grave problème auprès du Recteur, celui-ci écrit le 16 mars 1869 au Directeur de l’École supérieure de Pharmacie :

Monsieur le Directeur,

Le journal “Le Nord” dans son numéro du 13 Mars contient le passage suivant : “On signale à Montpellier une curiosité médicale, une Demoiselle Doumergue qui vient d’être reçue pharmacien par la Faculté de Médecine. Il paraît qu’elle est en proie à la raillerie des étudiants”.

Son Excellence désire connaître par le retour du courrier :

- 1°) si une Demoiselle de ce nom s’est en effet présentée devant l’Ecole de pharmacie de Montpellier et avec quel succès.
- 2°) si elle est de la part des étudiants l’objet de plaisanteries malveillantes et si sa présence dans les laboratoires et dans les salles de cours est une cause de désordre.

Agréez, Monsieur le Directeur, l’assurance de ma considération très distinguée.

Le Recteur de l’Académie

Avec une promptitude qui témoigne et de la qualité des services postaux de l'époque et de l'efficacité de son enquête, le Directeur envoie dès le 17 mars, au Recteur, la réponse suivante :

Monsieur le Recteur,

Je m'empresse de répondre aux questions que me pose Son Excellence M. le Ministre relativement à Mlle Domergue. Vous pourrez juger d'après ces renseignements du cas qu'on doit faire de l'entrefilet du journal "Le Nord" qui suscite cette sorte d'enquête.

Il y a, en effet, une demoiselle Doumergue qui suit en ce moment nos cours et qui prend des inscriptions avec le désir de subir, quand elle aura l'âge voulu, ses examens pour l'obtention du Diplôme de Pharmacien de deuxième classe. Mais elle fait tout cela avec l'autorisation ministérielle qu'elle en a reçue à la date du 18 mai 1868. Elle se montre très assidue, très attentive, très intelligente, très convenable de tenue et ne reste jamais dans l'Ecole sans avoir à côté d'elle son père, sa mère ou sa tante. Sa conduite aux cours (ni hors de l'Ecole, j'aime à le croire) n'a pu donner lieu à aucune observation malveillante, bien moins encore à aucun scandale quelconque. Je puis, en ce qui me concerne (et mes collègues porteraient le même témoignage) certifier que sa présence parmi nos élèves n'est l'occasion d'aucune manifestation déplacée, pas même de ces mouvements de distraction qu'on aurait pu craindre dès le début de la part d'un auditoire presque en totalité masculin. L'article du journal "Le Nord" atteste une telle ignorance du fond des choses (il y est question d'une demoiselle reçue pharmacien par la faculté de Médecine) qu'il ne mérite guère, ce me semble, l'honneur d'une réfutation. Bien moins encore serait-il digne de répondre à de petits débitants de scandale de notre ville qui depuis quelques jours, semble-t-il (je ne lis jamais de telles feuilles) auraient pris Mlle Domergue pour but de leurs railleries. Il y a trop de passions intéressées à dénigrer l'Université pour que l'injure et la calomnie ne s'emparent pas des faits les plus innocents qui semblent prêter à la malignité publique. Mais si le mépris ne suffit pas pour mettre à néant de telles attaques, je suis prêt dans le cas actuel à prouver que rien n'a pu les justifier. J'appelle donc moi-même toute enquête que Son Excellence jugerait convenable et compatible avec l'honneur de notre Ecole comme de l'Université toute entière.

Veillez agréer, Monsieur le Recteur, l'hommage de mon obéissance et de mes respects.

Le Directeur
PLANCHON

Les étudiantes en médecine proprement dite ont fait l'objet du livre que Jacqueline Fontaine leur a consacré.

La **première femme diplômée** du Doctorat dans notre Faculté fut Agnès Mac Laren. C'était le 14 août 1878. Elle était née le 4 juillet 1837 à Edinbourg, en Ecosse, et elle est décédée semble-t-il à Antibes le 17 avril 1913. Son père, presbytérien écossais, était homme d'affaires et homme politique. Refusée en Grande Bretagne comme l'avait déjà été sa sœur, elle fut acceptée en France et opta pour Montpellier en 1876. Elle logeait chez les sœurs franciscaines et soutint sa thèse le 14 août 1878 sur les flexions de l'utérus. Elle la soutint également à Dublin sur le même sujet, et

4 ans plus tard fut admise comme membre de l'Ordre royal des médecins d'Irlande. Inspirée par le travail des Dominicaines de Toulouse et de Montferrand-le-Château dans le Doubs (communauté de Béthanie), elle aide les femmes en difficulté, et, ayant opté pour la religion catholique, est reçue *Laique Dominicaine* en 1905, puis part en Inde où les femmes n'étaient pas soignées afin de ne pas être vues par un homme. Là, elle crée un hôpital à Rawalpindi, près de l'actuelle Islamabad au Pakistan. Il fallait du personnel. Les études de médecine étant jugées par le Saint-Siège, non conformes au droit canonique, il fallut recruter une femme médecin et une sage-femme ; elles furent rémunérées, comme les infirmières, par le "Comité Mission médicale de Londres". Après le décès d'Agnès Mac Laren, son œuvre fut poursuivie par une Autrichienne, Anna Dengel.

La **deuxième femme** qui soutint sa thèse à Montpellier fut évidemment une autre étrangère : Alexandrine Tkatcheff qui était née Demantiew le 17 juillet 1850 à Saint-Pétersbourg. Avec l'équivalence du Baccalauréat, obtenue le 10 décembre 1877, elle s'inscrit à la Faculté de Paris le 30 novembre 1878, puis migre à Montpellier. Elle alla en 1884 à Arles où une épidémie de choléra sévissait : elle remplit son rôle de médecin "avec une abnégation admirable... et reçut du préfet des Bouches-du-Rhône la Direction du service sanitaire de Salins-de-Giraud, où l'épidémie s'était propagée ; pour récompenser son dévouement... elle reçut une médaille de première classe en argent... A peine rentrée, elle repartait de nouveau pour Naples" où cette maladie sévissait aussi. Finalement A. Tkatcheff soutint sa thèse le 20 juillet 1888 : "Etude sur la situation hygiénique des ouvriers en Russie" sous la présidence du Professeur Bertin-Sans, le jury comportant Messieurs Lannegrace, professeur ; Mossé, et Brousse, agrégés. C'est une thèse admirable. Même si nous savons maintenant que la vie était dure en Russie pour les pauvres, la situation qu'elle décrit est d'une telle sévérité que je ne peux m'empêcher de la rapporter brièvement. Elle explique que depuis l'abolition du servage, les paysans partagent leurs activités entre la culture de leur lopin de terre en été, et le travail à l'usine de septembre à février, travail qui permet de payer les impôts et d'échapper à la saisie du matériel, des troupeaux et même des planches des murs de la maison. Le travail est permanent, sauf un jour par mois. Il dure 11 à 18 heures par jour, parfois plus, même pour les enfants à partir de 5 ou 6 ans. La saleté domine tout : débordement des cabinets d'aisance, déchets animaux dans certaines industries (ganterie). L'odeur est infecte et l'atmosphère est viciée par les poussières industrielles. La température des ateliers est souvent très froide, surtout pour des ouvriers qui ont les pieds dans l'eau ou la boue, ou très chaude près des fours. Qui plus est, la fréquence des accidents du travail est importante par défaut d'attention portée aux conditions de travail : machines trop rapprochées ou mal entretenues (chaudière qui éclate par absence de manomètre...), sols trop chargés qui s'effondrent, locaux insuffisamment nettoyés qui brûlent... Les femmes enceintes restent à l'usine jusqu'au dernier moment ; elles accouchent souvent dans la cour ou même dans l'atelier, au pied des métiers, et reprennent le travail dès le lendemain ; elles peuvent garder l'enfant près d'elles pour l'allaiter, mais n'ont pas le droit de le soigner. Les conditions de vie ne sont pas meilleures que celles du travail car les ouvriers, si leur maison est située loin de l'usine, doivent dormir dans des asiles de nuit, hommes, femmes et enfants tassés les uns contre les autres dans des pièces trop petites pour leur nombre (elle donne l'exemple de 90 personnes dans une pièce de 35 m²) ; ils peuvent aussi dormir dans l'usine-même, au contact de la saleté, des parasites et des émanations indus-

trielles. Les vêtements se réduisent habituellement à une simple blouse tenue par une ceinture et portée à même le corps, sans sous-vêtement ; les souliers sont des babouches remplies de paille, de foin ou de papier d'emballage en guise de chaussettes. Les salaires sont faibles : environ le double du prix de la nourriture pour un homme – deux fois moins pour les femmes – et il est souvent imposé d'acheter les denrées au magasin de l'usine où elles sont plus chères qu'en ville ; d'où un endettement et souvent un engagement de l'ouvrier au propriétaire pour une créance qui ne s'éteint jamais. Des amendes sont imposées pour le moindre retard, une ébriété ou des injures. L'ensemble aboutit à de fréquentes révoltes et crée une situation semblable à celle des esclaves avec un héritage négatif laissé aux enfants. Le droit de grève n'existe pas. Cette thèse impressionna le jury, le Professeur Bertin déclarant : "Votre œuvre est une œuvre de bien", tandis que Monsieur Lannegrace affirmait : "Si j'avais vécu il y a cent ans, ma place aurait été à La Bastille ; si j'étais russe, je serais des vôtres ! La situation que vous nous dépeignez est terrible ; elle dépasse la limite de ce que l'on peut croire". Par la suite Elisabeth Tkatcheff participa en 1889, au Congrès universel de Paris sur les accidents du travail où elle défendit la nécessité d'une assurance contre eux, et la reconnaissance de la responsabilité de l'industriel en cas de dysfonctionnement du matériel, défaut de surveillance ou maladie imputable aux conditions de travail.

La **troisième femme** qui présenta sa thèse à Montpellier fut enfin une Française : Pauline Lautaud. Elle était née à Pignan le 9 novembre 1864. Bachelière en 1887, elle s'inscrivit à la Faculté l'année suivante et soutint sa thèse en 1894 sous la Présidence du Professeur Grynfeldt ; le jury comportant également deux agrégés : Estor et Lapeyre (en ce temps-là, les prénoms n'étaient pas indiqués). Sa thèse concerne les dystocies cervicales. Elle en retenait diverses causes dont la syphilis, ce qui avait déjà été abordé à Paris dans la thèse de Madame E.M. Mesnard en 1884-1885. Nous n'avons pas réussi à trouver quoi que ce soit d'autre à son sujet.

La **quatrième femme** qui nous retiendra est Glafira Ziegelman, qui devint par la suite Madame Gaussel, épouse du futur Professeur Gaussel. Elle était née à Orenbourg, en Russie, le 26 mars 1874, et s'inscrivit dans notre Faculté en avril 1894. Sa thèse soutenue en 1897, fut jugée remarquable : elle concernait le traitement de la tuberculose. Elle n'a donc qu'un intérêt historique pour les spécialistes. Nous ne nous y attarderons pas. Mais Madame Gaussel passa l'Internat en 1903 : ce fut la première femme interne de Montpellier. Quelques années plus tard elle fut nommée au concours de Chef de Clinique, et fut en 1910 la première admissible à l'agrégation ; elle ne passa pas le cap de l'oral : c'était prématuré ! Elle fit diverses publications avec son mari qui tint à la faire apparaître sur le tableau qui le représente dans notre salle des Actes à la Faculté.

Avant d'en terminer avec les premières femmes médecins de notre Faculté, je voudrais cependant citer Marthe Giraud. Née en 1886, elle était la fille du Principal du Collège de Privas dans l'Ardèche, cette ville qui fut entièrement brûlée lors du grand brûlement des Cévennes au cours de la guerre des Camisards. Bachelière et voulant devenir médecin, elle dut patienter pendant deux ans pour attendre que son frère cadet, Gaston, ait passé son baccalauréat et puisse la chaperonner. Il n'était pas question à l'époque qu'une jeune fille puisse aller seule à la ville ! Gaston était hésitant, ne sachant trop dans quelle direction aller. C'est Marthe qui le poussa vers la médecine et fut ainsi à l'origine de son exceptionnelle carrière. Très brillante, comme lui, et musicienne, elle fut la deuxième femme interne de nos hôpitaux, étant

reçue au concours en 1911, la même année que son frère. Il y avait trois places ; ils en prirent deux, la troisième étant donnée à un étudiant grec, Spiridion Nicolas Oeconomos. Par la suite elle fut Chef du laboratoire de chimie à St-Eloi, s'installa en ville comme généraliste et obstétricienne, et continua à soutenir son frère et parfois le remplacer.

Les temps de guerre

Si les femmes médecins ont eu souvent des difficultés à se faire accepter, les guerres ont plusieurs fois modifié cette situation. Ce fut notamment le cas pour les Russes lors de la guerre turco-russe de 1877-1878 : le manque de médecins avait fait accepter 25 "sages-femmes savantes" (titre attribué aux étudiantes en médecine qui terminaient leurs études à Saint-Pétersbourg) sur le champ de bataille où elles se conduisirent avec compétence et abnégation ; le Tsar les en avait vivement complimentées, les avait décorées et avait fait transformer leur titre : elles furent officiellement Docteur en médecine.

Ce fut également le cas chez nous pendant la guerre de 1914-1918. En réalité les femmes médecins n'ont guère été acceptées ; pour participer à la défense, certaines ont dû renoncer à faire état de leur titre et ont dû s'engager comme simple infirmière, en particulier Madame le Docteur Collard-Huard, en poste à Verdun en 1914 et qui fut citée à l'ordre de l'armée le 23 août 1914. Deux femmes cependant font exception :

Marie Curie, n'était pas médecin, mais elle en a joué le rôle. C'était la seule spécialiste de radiologie. Il existait, certes, une Direction du Service radiologique des armées, dirigée par Antoine Béclère, mais en réalité l'armée ne possédait qu'une voiture équipée d'un matériel de radiologie et, dans les hôpitaux, les médecins ne savaient pas utiliser de tels appareils. Elle reçut un Ordre de mission et, avec le soutien matériel et financier de dames de la haute société, créa 20 camionnettes, "les petites Curie", 200 postes fixes de radiologie dans les hôpitaux et 300 postes semblables sur les ambulances chirurgicales automobiles, les fameuses "autochir". De plus, avec sa fille Irène, elle parcourut personnellement le champ de bataille et les hôpitaux afin d'enseigner aux médecins les avantages de la radiologie pour repérer les balles et les éclats d'obus. Finalement elle fut nommée Chef des Services radiologiques de l'Armée. Après la guerre, elle reprit son poste à l'Institut du Radium.

Nicole Mangin a fait l'objet d'un livre, paru en 2011, d'un médecin lorrain, hélas maintenant disparu, Jean-Jacques Schneider, qui a révélé l'histoire de cette femme d'exception. Née en 1878 dans une famille de négociants en vins, elle avait pu commencer à 17 ans ses études supérieures, d'abord en Sciences (elle en fut licenciée), puis dès 1896 en médecine. En troisième année elle épousa un riche négociant en vins de Champagne, André Girard, renonça alors à ses études, mena la vie mondaine qu'exigeait la représentation des activités commerciales de son mari, et eut un fils. Mais son mari était volage : elle divorça et reprit ses études. En 1899, elle était Externe, commençait à travailler sur la tuberculose et le cancer, en 1909 soutenait sa thèse sur "les poisons cancéreux", et, en 1910, était la seule représentante française au Congrès mondial sur la tuberculose, à Vienne. Le 2 août 1914, jour de la mobilisation générale en France, elle est mobilisée et convoquée (à 36 ans) au Centre thermal de Bourbonne-les-Bains, transformé en hôpital militaire temporaire ;

il dépendait du 20^e régiment de marche. Le médecin-capitaine qui la reçoit informe sa hiérarchie : ô surprise, c'est une femme ! ("Une femme ! On m'annonce un homme et on m'envoie une femme ! L'entendrais-je assez cette phrase pendant les mois qui suivront !" écrit-elle). L'armée manque de médecins ; on la garde. Elle a droit à un logement, une allocation d'un sou par jour et du tabac (mais elle n'a jamais fumé !). Son Centre est vide : ni mobilier, ni commodités, ni médicament, ni instrument. Elle transforme une partie de l'Etablissement thermal en petit hôpital, modifie les salles, réquisitionne un four à pain pour stériliser les instruments, confectionne, à titre préventif, des attelles en grillage. Le 9 août 1914 un premier train de blessés arrive : ils sont 1073 en provenance des Vosges et de Lorraine. Elle commence les soins avec 1 médecin capitaine et 4 médecins auxiliaires (= jeunes médecins portant un galon d'adjudant) ; en plus de cela, elle doit assurer des soins aux civils locaux. Bientôt elle est mutée à Reims pour assurer la responsabilité d'un train sanitaire malgré les sarcasmes et les doutes ! et nommée Médecin auxiliaire. Au début de l'hiver 1914-1915, affectée comme médecin aide-major pour le secteur de Verdun, elle est fraîchement accueillie et, même, quand elle est affectée à l'hôpital temporaire N° 7 de Glorieux (c'est un faubourg de Verdun) son médecin-chef lui interdit d'entrer dans la salle des malades ! En novembre 1914, elle est affectée à une unité spéciale – hôpital N° 13 de Glorieux – chargée de lutter contre une épidémie de typhoïde ; elle a sous ses ordres un sergent et 12 infirmiers, et doit s'occuper de 765 malades ; les soins sont rebutants ; les malades se vident ; l'odeur est pestilentielle ; le risque de contagion est grand ; elle y reste un an. En octobre 1915, elle a droit à 10 jours de permission. La bataille de Verdun commence par une offensive allemande très sévère le 21 février 1916. Les hôpitaux de Verdun sont évacués vers Bar-le-Duc, mais elle rejoint très vite Le Glorieux où sont restés 175 alités. L'ordre définitif de repli du personnel soignant est donné le 25 février, mais elle demande la permission de rester avec deux infirmiers volontaires pour neuf malades intransportables. Elle est finalement évacuée quelques jours plus tard vers Clermont-en-Argonne où elle est légèrement blessée au visage. Elle laisse ses mourants dans l'hôpital de Froidos, puis continue sur Bar-le-Duc, fait son rapport au Médecin Inspecteur Général Mignon, puis part pour l'ambulance chirurgicale de Vadelaincourt ; elle exige d'être nommée médecin officier pour la durée de la guerre, ce qu'elle obtient. A Vadelaincourt elle s'occupe encore de quelques contagieux mais se fait surtout chirurgienne pour des gestes simples, ou aide-opératoire pour les plus lourds. Elle est ensuite déléguée à l'hôpital de Queue-de-Mala, annexe de Vadelaincourt ; cet hôpital avec ses 12 médecins doit faire face à plus de 800 blessés par jour ; elle y fait des ligatures d'artères, des amputations, des réductions de fractures... La bataille se termine le 11 décembre à 11 heures : les Allemands sont repoussés à 3 km. Elle quitte Verdun le 16 décembre pour la Somme, puis Saint-Omer où elle gère un service de tuberculeux, puis Ypres. A la fin de 1916, elle est envoyée à Paris pour diriger l'Hôpital-Ecole (école d'infirmières) Edith Cavell avec le grade de médecin major de 2^e classe, ce qui est équivalent à médecin capitaine ; elle y restera jusqu'en mai 1919. Cet hôpital fut inauguré en octobre 1916 en présence de Madame Raymond Poincaré, épouse du Président de la République, et de Madame Marie Curie (qui, par la suite, enseigna dans cet hôpital-Ecole). Le nom d'Edith Cavell qui lui fut attribué mérite quelque attention ; c'était une institutrice anglaise, envoyée avant la guerre à Bruxelles, théoriquement comme infirmière, en pratique comme espionne ; pendant la guerre, les Allemands, passant outre à la

neutralité belge, avait envahi la Belgique ; des britanniques y avaient été surpris ; ils étaient en danger ; Edith Cavell avait monté, avec plusieurs personnes, une filière d'évasion vers la Hollande qui, elle, était libre et neutre ; les Allemands en eurent vent ; les membres du réseau furent arrêtés et passèrent en jugement ; le verdict fut annoncé un soir vers 17 heures ; dans la nuit, vers 2 heures du matin, ils furent tous fusillés, notamment Edith Cavell ; l'affaire fit grand bruit chez les Alliés ; la même Piaf, née en Belgique quelques mois plus tard porta le prénom de l'héroïne, et un hôpital à son nom existe encore à Bruxelles. Celui de Paris n'existe plus, mais il a bien fonctionné. Il s'occupait des blessés mais aussi de la population parisienne, notamment des victimes de la grippe espagnole (N.B. Cette grippe, en fait, sévissait partout, mais dans les pays en guerre, les censure militaires interdisait de l'évoquer ; l'Espagne était neutre ; les journaux pouvaient donc en parler ; elle existait donc en Espagne : ce fut ainsi la grippe espagnole !). Les patients atteints de grippe espagnole de l'hôpital Edith Cavell furent hospitalisés dans un pavillon isolé, le pavillon Jeannie Meynadier qui était ma grand-tante et qui venait de mourir des fatigues provoquées par l'excès de ses activités pendant la guerre ; fort riches, avec mon grand-oncle Aimé Meynadier, ils avaient transformé son château du Val-de-Loire, exactement situé à Loches, en hôpital militaire ; il fonctionna à leurs frais pendant toute la guerre ; à la fin de la guerre ils étaient ruinés, mais ils avaient fait ce cadeau à la France.

Conclusion

Que retenir de ces femmes ? Si les toutes premières étaient des prêtresses, les plus récentes, c'est-à-dire à partir du milieu du XIX^e siècle, furent des scientifiques, formées à l'égal des garçons malgré les immenses difficultés qu'elles durent surmonter. Certaines avaient une authentique vocation médicale ; d'autres cherchaient à faire admettre l'égalité des femmes et des hommes. Certaines étaient issues de familles riches ; d'autres, plus rares, de familles pauvres. Certaines reçurent une éducation soignée, pensée avec amour ; d'autres furent peu entourées et même quasiment laissées à l'abandon. Certaines ont effectué des travaux scientifiques ou des œuvres sociales remarquables, mais toutes, volontaires, travailleuses et courageuses, ont participé à l'émancipation des femmes et à rendre à l'humanité la moitié qui lui manquait.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Baudouin Marcel : "Les femmes médecins ; étude de psychologie sociale internationale". Institut international de bibliographie. 93, boulevard Saint-Germain, Paris, 6^e ; 1901.

Beaugrand E. : "Les femmes médecins". Gazette hebdomadaire de médecine et de chirurgie ; 1872, 2^e série, t.9

Brès Madeleine : "Conversation avec Madeleine Brès". La chronique médicale, scientifique, littéraire et anecdotique ; 1895, vol.2, n°7, p. 193-196.

Fontaine Jacqueline : "Les étudiantes en médecine à la faculté de Montpellier au cours de la Troisième République". L'Harmattan, éd. Paris 2016

Gavalda Clémence : “L’enseignement médical à Montpellier de 1498 à 2011. Histoire de la filière universitaire de Médecine générale”. Thèse de Doctorat en médecine présentée et soutenue publiquement devant la Faculté de médecine de Montpellier le mercredi 12 octobre 2011.

Kern-Coquillat Françoise : “La femme dans le Service de Santé pendant la guerre de 1914-1918 en France”. Thèse de doctorat d’Histoire contemporaine, présentée et soutenue le 28 juin 2013 à l’Université Montpellier III Paul Valéry, Ecole doctorale 58.

Lipinska Mélanie : “Histoire des femmes médecins”. Thèse pour le doctorat en médecine présentée et soutenue le 18 juillet 1900 à la Faculté de médecine de Paris. Librairie G. Jacques et Cie, Paris, 1900.

Mc Laren Agnès : “Les flexions de l’utérus”. N° 65. Thèse présentée et publiquement soutenue pour obtenir le grade de Docteur en médecine le 14 août 1878 à la Faculté de médecine de Montpellier. Imprimerie centrale du midi – Hamelin Frères, éd. Montpellier, 1878.

Mc Laren Agnès : “La fondation de Rawalpindi”, 7 décembre 1912.

Schneider Jean-Jacques : “Nicole Mangin : une lorraine au cœur de la Grande Guerre”. Editions Place Stanislas, Nancy, 2011.

Schultze Caroline : “Les femmes médecins au XIX^e siècle”. Thèse présentée et publiquement soutenue le 18 décembre 1888 à la Faculté de médecine de Paris. Librairie Ollier-Henry éd. Paris 1888.

Tkatcheff Alexandrine : “Situation hygiénique des ouvriers en Russie”. Thèse présentée et publiquement soutenue à la Faculté de Médecine de Montpellier le 30 juillet 1888. Typographie et lithographie Charles Boehm, Montpellier, 1888.